

« ON N'A PAS LE CHOIX, IL FAUT RÉDUIRE LES DÉPENSES »

FAUX

mytho

info

Lorsqu'un gouvernement veut sabrer dans les services publics et la Sécu, il utilise un argument massue, l'« indispensable et urgente » réduction de la dette. Le discours est connu. La dette étant trop élevée, il faudrait la réduire en réduisant les dépenses. Ce narratif est tellement bien rôdé que l'Arizona peut sans rire nous prétendre qu'en bousillant nos pensions, nos allocations de chômage, nos services publics, elle ne fait en fait que les sauver. Rappelant ainsi l'humour involontaire d'un général américain après le bombardement de la ville de Ben Tre au Vietnam (1968) : « Il a fallu détruire la ville pour la sauver ».

Étienne Lebeau

105% du PIB, c'est la faillite ?

Le gouvernement Arizona prétend que la Belgique est au bord de la faillite. Il s'appuie sur une littérature prétendant qu'au-delà d'un certain seuil, situé selon certains à 60% du PIB, selon d'autres à 90% du PIB, la dette deviendrait dangereuse. Or, actuellement, la dette belge atteint 105% du PIB. Cette idée d'un seuil de danger est cependant contestée par d'autres économistes. La réalité leur donne raison. Depuis vingt ans, le Japon navigue avec

une dette très élevée, atteignant actuellement 250% du PIB, sans jamais avoir frôlé la faillite. Il apparaît donc qu'évaluer la soutenabilité de la dette à partir de ce type d'indicateur n'a guère de sens et sert surtout à promouvoir une politique néolibérale d'attaque contre l'État providence. Pendant ce temps-là, les vraies priorités sont oubliées, du refinancement de la santé, de l'enseignement et de la justice à la transition climatique.

Pas assez d'argent ?

Il faut bien voir que ce débat sur la dette est en fait un débat sur le financement de l'État. Pourquoi réduire les dépenses alors que d'autres alternatives de financement existent ? Une première alternative est évidemment de taxer les plus riches, ce que l'Arizona se garde presque complètement de faire. Mais ce n'est pas la seule. Car contrairement à nous, l'État n'est nullement obligé de gagner de l'argent avant d'en dépenser. Il peut se financer sans recette fiscale, sans revenu propre. Une alternative existe, aujourd'hui presque complètement négligée, la création monétaire. À partir de rien, une banque centrale peut créer de l'argent en quantité illimitée et le mettre à la disposition de l'État. Entre 2020 et 2022, la Banque centrale européenne a

créé 3.000 milliards d'euros pour soutenir l'économie et permettre aux États de réduire leurs charges d'intérêt sur leur dette. Et cette injection massive d'argent n'a pas suscité d'inflation. Celle-ci est arrivée plus tard, à la suite de l'invasion de l'Ukraine et pour d'autres raisons. Ce qui amène à se poser quelques questions. Si la création monétaire fonctionne, pourquoi ne pas en faire un mécanisme permanent de financement de l'État ? Pourquoi recourir à l'austérité, qui détruit des vies et ne permet même pas de réduire la dette ? On avancera trois hypothèses pour expliquer ce blocage. Premièrement, l'ignorance. Beaucoup de politiciens ne comprennent pas la création monétaire ou nourrissent divers préjugés à son encontre (principalement

la peur de l'inflation). Deuxièmement, le fait que la banque centrale est depuis 1992 européenne et donc que les gouvernements n'ont aucun pouvoir sur elle. Troisièmement, le fait que cela arrange les plus riches. Pas de création monétaire signifie deux choses : moins d'État providence, donc moins de redistribution vers le bas ; plus de dette, donc plus de redistribution vers le haut. Car la dette va de pair avec le paiement d'intérêts à ceux qui la détiennent, qui sont en majorité les plus riches. Ces intérêts sur la dette, ce sont nous, les contribuables, qui les payons avec nos impôts. Le temps est-il venu de s'attaquer au tabou qui entoure la création monétaire et mine notre démocratie ?